

WE ARE
NOT WEAPONS
OF WAR



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024

SOMMAIRE

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE **page 3**

DATES CLÉS **page 5**

L'ONG **page 7**

LES OBJECTIFS 2025 **page 8**

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

En 2024, les violences sexuelles liées aux conflits ont encore gagné du terrain. Dans un monde qui compte plus de conflits qu'à aucun autre moment depuis 1946 et où les lignes de front se fragmentent, les acteurs armés se multiplient et la brutalité se normalise. Le dernier rapport du Secrétaire Général des Nations Unies confirme une nette hausse du recours au viol de guerre par les acteurs belligérants avec une augmentation de plus de 25% par rapport à 2023. Ces chiffres recouvrent une réalité dramatique : des actes de viol, d'esclavage sexuel, de prostitution forcée, de grossesse forcée, de stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable, commis contre des femmes, des hommes, des filles ou des garçons. En effet, les violences sexuelles en temps de guerre touchent toutes les catégories de population, remettant en question la vision traditionnelle qui cantonnait ces violences aux seules femmes. Ces violences s'adaptent aux contextes spécifiques de chaque conflit tout en répondant à des objectifs stratégiques précis. Car c'est précisément cette diversité d'emplois qui fait de la violence sexuelle une arme si redoutable dans les conflits contemporains. Rien d'inéluctable pourtant. Cette poussée est causée par le désengagement des États sur cette question, qu'il soit budgétaire, diplomatique ou normatif, par la contraction de l'aide internationale dédiée et par la relégation des droits de l'Homme, notamment ceux des filles et des femmes, alors même que les besoins explosent.

La démobilisation de la communauté internationale ne se résume pas à la suppression de lignes budgétaires. Elle se lit dans l'affaiblissement des textes internationaux de protection des survivantes et survivants de viol de guerre et elle s'illustre par le recul de la parole publique au moment de nommer ces crimes et de protéger celles et ceux qui les subissent. Dès lors, on observe que l'accès des filles et des femmes à la santé sexuelle et reproductive se resserre, alors même que la prévention et les soins post viol sont déterminant. Chaque recul sur ces droits crée un vide que la violence occupe. Chaque tolérance à l'égard des mutilations génitales ou du mariage des enfants installe l'idée que le corps des filles et des femmes peut être pris et dominé par d'autres. Ce retrait s'entend enfin dans la manière dont la justice internationale est prise pour cible. Quand on attaque l'indépendance des juridictions ou qu'on délégitime les procédures, on envoie aux auteurs un signal de permission. Dans le même temps, des groupes armés et terroristes assument la violence sexuelle comme instrument de domination et de déshumanisation de celles et ceux qu'ils désignent comme ennemis. L'absence de réponse ferme et cohérente banalise cette pratique et la transforme en option à faible coût. L'impunité ne tombe jamais du ciel, elle prospère quand nous laissons s'éroder les points d'entrée qui protègent, soignent et documentent.

À cette rétraction des moyens s'ajoute une lassitude politique qui banalise l'inacceptable. Les débats se polarisent, les faits se relativisent, les victimes sont sommées de prouver davantage au moment même où les outils qui permettent de prouver innovent. Les femmes et les enfants restent les premières cibles et deviennent aussi les premières victimes du désengagement. Leur invisibilisation n'est pas un effet secondaire, elle devient une mécanique qui autorise la répétition et, parfois, la justification. On invoque la culture, la religion, la tradition pour détourner le regard. Nous refusons cette pente. Aucun contexte ne donne licence d'utiliser les corps comme terrain de bataille. Le droit international est clair et l'universalisme des droits n'a pas vocation à se plier aux vents contraires.

Dans ce paysage, We are NOT Weapons of War a choisi de tenir la ligne. Nous travaillons avec une petite équipe, un budget resserré, et une exigence constante. Nous concentrons l'effort là où un euro change une trajectoire et consolide un élément de preuve. En 2024, nous avons porté la question de l'impunité au cœur des discussions internationales à New York lors de la Commission sur le Statut de la Femme, nous avons réuni à Kyiv survivantes et survivants, praticiennes et praticiens, autorités et partenaires pour aligner action de terrain, expertise et justice, nous avons poursuivi nos investigations dans des contextes hautement polarisés en combinant témoignages, éléments matériels et sources ouvertes afin de bâtir des dossiers robustes. Au Nigéria, nous avons continué à déployer BackUp avec des partenaires locaux et techniques, y compris en mode hors ligne, pour sécuriser le signalement, orienter rapidement vers les soins, préserver des éléments utiles aux enquêtes et réduire le temps qui sépare une attaque d'un premier geste utile. Nous collectons de nombreux témoignages, le système fonctionne !

Cette méthode repose sur une idée simple et exigeante. Unifier les pratiques, croiser les métiers, construire une chaîne courte entre repérage, soins et justice. Nous plaçons pour des coalitions resserrées d'ONG spécialisées et versatiles, capables d'agir vite et d'ajuster leur action aux contextes. Nous plaçons pour la mutualisation des budgets, des protocoles et des données sécurisées. Nous plaçons pour un langage commun de la preuve et de l'impact, avec des repères simples et comparables, délai d'accès aux soins d'urgence, taux de référencement effectif, qualité des dossiers constitués, capacités locales renforcées, satisfaction des personnes accompagnées. Lorsque ces repères sont partagés, il devient possible de démontrer que l'aide ciblée fonctionne, qu'elle réduit les délais critiques, qu'elle soutient des poursuites et qu'elle répare réellement.

Cette mutualisation n'est pas une injonction abstraite. Elle répond à une réalité de terrain, celle de contextes mouvants, de coupures de réseau, de fermetures administratives, d'insécurité chronique, de campagnes de désinformation. Elle suppose une discipline éthique et technique, gouvernance claire, protection des données, transparence financière, redevabilité auprès des personnes concernées. C'est dans ce cadre que des outils comme BackUp prennent toute leur valeur, parce qu'ils rendent possible la continuité de l'action.

Nous savons que l'époque adore les procès en inefficacité. On nous dit que l'aide coûte trop cher, que l'urgence s'éternise, que la priorité serait ailleurs. Je propose un autre calcul. Le coût du renoncement est toujours plus élevé. Chaque attaque contre l'indépendance d'une juridiction affaiblit la parole des victimes et renforce l'impunité des auteurs. Le choix qui s'offre à nous est simple. Soit nous laissons la violence sexuelle devenir une option à faible coût pour les belligérants. Soit nous tenons la ligne en investissant dans des dispositifs qui protègent immédiatement et qui rendent justice ensuite.

W/WoW continuera de faire beaucoup avec peu. Nous continuerons de former, d'outiller, de documenter, d'orienter vers les soins, de porter des affaires en justice lorsque c'est pertinent et utile. Nous poursuivrons la structuration de notre action judiciaire pour transformer plus vite la preuve en responsabilité. Nous maintiendrons notre indépendance, parce qu'elle garantit une parole qui ne se plie pas aux intérêts du moment. Pourtant, pour cela, nous avons besoin de soutien et de financement.

À toutes les survivantes et à tous les survivants, je veux redire notre engagement entier. Nous ne céderons ni à la lassitude ni à l'intimidation. Nous tiendrons la promesse de justice avec celles et ceux qui la rendent possible chaque jour, sur le terrain et dans les institutions. Je t'écoute et je te protège.



Céline Bardet,
Présidente et fondatrice,
We are NOT Weapons of War

À PROPOS

L'ONG

We are NOT Weapons of War (W/WoW) est une organisation non gouvernementale créée en 2014, dédiée à la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits et aux crises. Basée à Paris, W/WoW se présente comme une agence d'expertise qui conçoit des réponses innovantes pour accompagner efficacement les survivantes et survivants — femmes, hommes et enfants — de ces crimes qui restent encore trop fréquemment impunis. W/WoW s'engage activement dans la prévention, la documentation et la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits. Son action repose sur un accompagnement global des survivantes et survivants, en facilitant leur accès à des lieux d'écoute, aux soins médicaux spécialisés, à un soutien psychosocial adapté et à des mécanismes de justice et de réparation.

L'objectif est de briser durablement le cycle de l'impunité et d'influencer positivement les politiques et procédures judiciaires internationales relatives à ces crimes.

Dans cette perspective, W/WoW mène un plaidoyer international continu auprès des acteurs politiques et institutionnels pour une meilleure reconnaissance des violences sexuelles en tant que crimes de guerre et crimes contre l'humanité. À travers des campagnes de sensibilisation, des interventions médiatiques et des événements internationaux, l'organisation mobilise l'opinion publique et renforce l'engagement global contre ces atrocités.

La documentation de ces crimes et la lutte contre l'impunité constituent un pilier central de son action. Grâce à son outil numérique innovant BackUp, W/WoW recueille de manière sécurisée des témoignages et éléments de preuve, renforçant ainsi l'efficacité des enquêtes judiciaires et assurant la protection des victimes.

Par ailleurs, l'organisation place le renforcement de capacité des acteurs locaux, régionaux et internationaux au cœur de son action. Elle dispense des formations spécialisées aux professionnels du droit, de la santé et du soutien psychosocial afin d'assurer une réponse efficace, durable et adaptée aux réalités du terrain. Son travail en collaboration avec les législateurs vise à améliorer les cadres juridiques en faveur des droits des victimes.

W/WoW agit en partenariat étroit avec des organisations locales et internationales pour garantir des réponses adaptées aux contextes locaux et assurer l'efficacité et la pérennité de ses actions. Son engagement s'inscrit pleinement dans une démarche globale alignée avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment ceux relatifs à la justice, à l'égalité des genres et à la paix.

NOS VALEURS

Dignité

Toutes nos actions sont centrées sur les survivantes et survivants. Nous co-construisons réponses ancrées localement et holistiques, à partir de leurs besoins exprimés et de leur consentement.

Égalité

Chaque victime, où qu'elle se trouve, doit avoir le même droit à la reconnaissance, à la protection et à la justice, sans distinction ni hiérarchisation des violences.

Indépendance et Impartialité

WWoW agit en totale indépendance, à l'abri de toute influence politique, institutionnelle ou idéologique. Cette autonomie garantit une défense sans compromis des droits fondamentaux, conforme au droit international, pour toutes les victimes — femmes, hommes et enfants — dans tous les contextes.

Efficacité

Nos actions s'appuient sur un réseau solide d'acteurs locaux et une remontée d'informations de terrain, pour des résultats mesurables, des réponses concrètes, adaptées et durables.

DATES CLÉS

FÉVRIER 2024

Première mission
au Nigéria

MARS 2024

Organisation du side event de
la France à la Commission sur
la Condition de la Femme aux
Nations Unies à New York

AVRIL 2024

Contrat de partenariat avec
Grassroot Researchers
Association (GRA)

Portrait de Céline Bardet
dans le journal Libération

NOVEMBRE 2024

Intervention sur la scène
internationale Global Meeting
du Women's Forum

DÉCEMBRE 2024

Céline Bardet remporte
la mention spéciale du prix
des Droits de l'Homme
de la République française
pour son travail avec WWoW

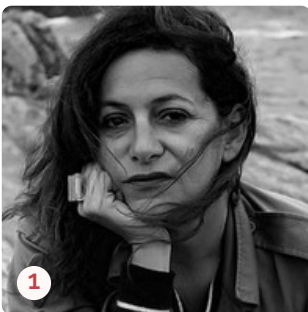
Organisation d'un symposium
à Kyiv en Ukraine

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

We are NOT Weapons of War s'appuie sur les orientations consultatives de son Conseil d'Administration. En 2024, ce dernier s'est élargi et compte désormais sept membres, renforçant ainsi la diversité des expertises et des perspectives stratégiques. Aux côtés de Céline Bardet, Macha Rechova et Pierre-Alexandre Besson, le Conseil accueille désormais Jocelyne Adriant Mebtoul, Jérémie Chouraqui, Anne-Gabrielle Heilbronner et Myriam Gaëlle Masso.

Le Conseil émet des avis et des recommandations sur la priorisation des projet en fonction de plusieurs critères clés : leur pertinence, leur capacité à répondre aux besoins émergents, leur soutenabilité à long terme, leur ancrage sur le terrain ainsi que leur cohérence opérationnelle et financière.

Les projets actés par la Direction de l'ONG sont ensuite mis en œuvre par l'équipe opérationnelle de WWoW, avec un suivi rigoureux via des rapports narratifs et financiers. L'élargissement du Conseil consultatif en 2024 permet de renforcer la gouvernance de l'organisation par la diversité des expertises et le regard externe.



1



2



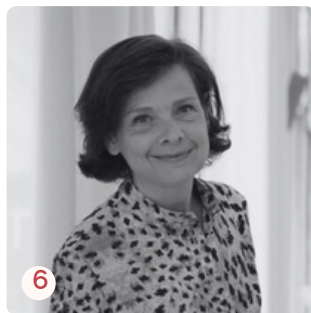
3



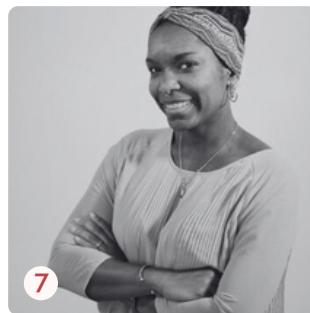
4



5



6



7

1 Céline Bardet
Présidente et Fondatrice

2 Macha Rechova
Secrétaire Générale

3 Pierre-Alexandre Besson
Trésorier

4 Jocelyne Adriant Mebtoul

5 Jérémie Chouraqui

6 Anne-Gabrielle Heilbronner

7 Myriam Gaëlle Masso.

Pour plus d'informations :
www.notaweaponofwar.org/gouvernance

L'ÉQUIPE

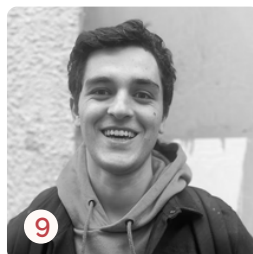
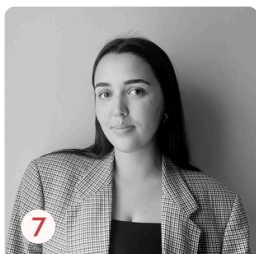
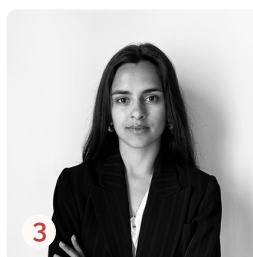
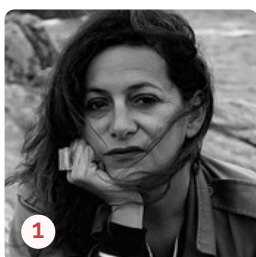
WWoW a franchi une nouvelle étape dans sa structuration en 2024, consolidant son équipe et optimisant son fonctionnement.

L'évolution de la capacité financière de l'organisation, soutenue par plusieurs bailleurs et donateurs, notamment le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français et l'Agence Française de Développement, a permis d'accélérer ce développement. L'année 2024 a été marquée par un renforcement des effectifs et des fonctions clés. L'équipe s'est renforcée avec deux postes de support dédiés aux activités de communication, de plaidoyer et à l'administratif, deux postes de consultants en analyse et recherches, ainsi que la création

d'un poste de directrice des opérations en fin d'année pour soutenir l'opérationnalisation et la structuration de l'ensemble des activités.

L'ONG continue de mobiliser, selon les besoins des projets, des consultants spécialisés afin d'apporter des compétences ciblées et d'ajuster rapidement les ressources aux enjeux spécifiques des projets en cours et des terrains d'intervention.

En parallèle, WWoW s'appuie sur un réseau de points focaux locaux, garantissant un ancrage solide dans les contextes d'action et une réactivité accrue face aux défis rencontrés sur le terrain.



1 Céline Bardet

4 Emmanuelle Gabory

7 Manna Delaroche

2 Léa-Rose Stoian

5 Maïc Lesouef

8 Marine Guyard

3 Léa Darves-Bornoz

6 Lilit Grotjahn

9 Arthur Carle



www.notaweaponofwar.org/lequipe

LES ACTIONS MENÉES

PLAIDOYER

Side-event officiel de la France à la CSW68

Le 11 mars 2024, à l'occasion de la 68ème session de la Commission de la Condition de la Femme (CSW68) aux Nations Unies à New York, We are NOT Weapons of War a organisé le l'événement parallèle officiel de la France intitulé : « Conflict-Related Sexual Violence: how to make progress and fight impunity? ». L'initiative a été conduite en partenariat avec les missions permanentes de la France, de la Colombie et de la République Démocratique du Congo, ainsi qu'avec le Bureau de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies sur les violences sexuelles liées aux conflits.

L'objectif était de mobiliser États, organisations internationales, société civile, survivantes et survivants, ainsi que le secteur privé, afin d'identifier les meilleures stratégies pour lutter efficacement contre l'impunité des violences sexuelles liées aux conflits (viol de guerre). Les échanges ont couvert des contextes critiques, notamment le Soudan, la Colombie, la République Démocratique du Congo, l'Ukraine, ainsi qu'Israël et la Palestine, et ont porté sur la documentation des crimes, l'accompagnement des victimes, la poursuite des auteurs et la contribution possible du secteur privé à la prévention.



Lors de cet événement, la présidente de WWoW a rappelé l'ampleur persistante de ces violences, y compris sur les routes migratoires et dans les lieux de détention, et souligné leur utilisation par certains États et groupes armés comme tactique visant à terroriser et à humilier les communautés. Elle a insisté sur l'urgence de mieux documenter ces crimes pour en mesurer l'étendue, identifier les responsables et renforcer les voies de responsabilisation, tout en rappelant que le viol reste trop souvent considéré comme un « crime parfait », difficile à prouver et fréquemment sous-estimé.

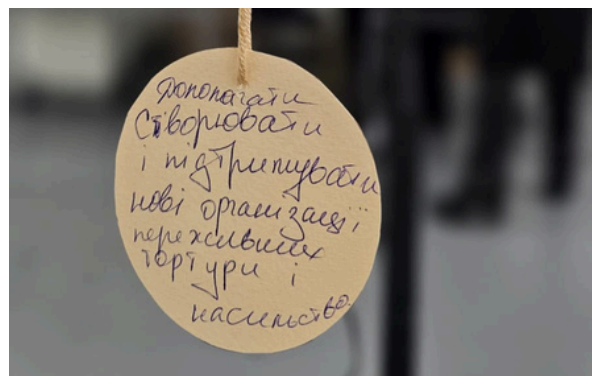
Évoquant les crises et conflits récents, notamment en Israël et à Gaza, la présidente a alerté sur les effets dévastateurs de la désinformation et sur la politisation croissante des débats. Elle a rappelé l'exigence d'écouter toutes les victimes, sans distinction ni hiérarchie, en réaffirmant : « Je t'écoute et je te protège ». Elle a appelé à renforcer l'appui judiciaire — information, conseil, représentation et accompagnement des procédures — et a conclu par un appel à l'action pour garantir, partout dans le monde, la même reconnaissance, la même protection et les mêmes voies de recours pour chaque victime.



Symposium en Ukraine : renforcer la mobilisation contre les violences sexuelles en temps de conflit

Dans la continuité de son plaidoyer international, l'ONG a intensifié son engagement en Ukraine, profondément touchée par les violences sexuelles liées au conflit depuis l'invasion à grande échelle de la Russie en février 2022. WWoW conduit une veille sur les exactions, les réponses publiques et les initiatives judiciaires, afin d'appuyer des stratégies fondées sur les besoins des survivantes et survivants et les standards internationaux.

Une étape majeure a été l'organisation, les 25 et 26 novembre 2024 à Kyiv, d'un symposium co-construit avec le Women's Information and Consultative Center (WICC), avec le soutien de Stand Speak Rise Up! et du Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères. L'événement a réuni des survivantes et survivants, des organisations de la société civile, des experts juridiques et des décideurs, pour dresser un état des lieux, identifier les lacunes et formuler des recommandations opérationnelles et coordonnées.



Les échanges ont porté sur quatre axes complémentaires :

1. Améliorer l'accès et la qualité du soutien psychosocial (information, couverture territoriale, supervision des intervenants)
2. Protéger et accompagner les hommes survivants, encore sous-représentés dans les dispositifs, et soutenir leurs familles
3. Renforcer l'intervention d'urgence des forces de l'ordre et les protections juridiques immédiates
4. Fiabiliser la documentation et l'enquête pré-procès, en harmonisant les pratiques et en comblant les lacunes du cadre légal

Un focus a été consacré à BackUp, l'outil numérique de WWoW : standardisation de la collecte de données, sécurisation des informations et potentiel de coordination multi-acteurs. Les participants ont souligné sa pertinence pour le contexte ukrainien, y compris en zones libérées et sur les routes de déplacement.

Ce symposium a confirmé le rôle d'appui de WWoW aux côtés des acteurs en Ukraine, en aidant à faire remonter les besoins, à prioriser des actions concrètes et à mieux coordonner la prévention, l'accompagnement, la documentation et les voies de recours.

We are NOT Weapons of War a également poursuivi ses actions de plaidoyer pour sensibiliser et mobiliser autour des violences sexuelles liées aux conflits en participant à plusieurs événements majeurs :

25-26 JANVIER :

Symposium à l'Université de Nice avec Bibliothèques sans Frontières (BSF) – Participation à des discussions sur l'accès à l'information et la protection des populations vulnérables en temps de guerre.

8 MARS :

Barreau de Paris – Échange aux côtés de S.A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg sur les enjeux juridiques liés aux violences sexuelles liées aux conflits.

5-7 JUIN :

Chaire Mukwege (Angers) – Intervention sur les défis de la justice post-conflit et la reconnaissance des survivantes et survivants.

OCTOBRE :

Women's G7 (Matera, Italie) – Participation à des discussions sur les politiques mondiales en faveur de l'égalité des genres et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Congrès de l'Union Internationale des Avocats – Présentation sur les crimes de guerre et les cadres légaux existants pour lutter contre les violences sexuelles.

NOVEMBRE :

Ville de Genève – Échange sur les actions locales et internationales pour renforcer la réponse aux violences sexuelles en période de crise.

DÉCEMBRE :

Learning Planet Institute – Intervention sur la nécessité de renforcer la protection des victimes et l'accès à la justice.

À travers ces engagements, WWoW continue de porter la voix des survivantes et survivants et d'œuvrer pour des avancées concrètes en matière de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits.

IDENTIFICATION, DOCUMENTATION

ET PRISE EN CHARGE DES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS

Nigéria: des technologies innovantes pour prévenir et combattre les violences sexuelles liées aux conflits

Dans le cadre d'un financement du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (CDCS/MEAE), WWoW déploie l'outil numérique BackUp dans l'État de Borno, en partenariat avec Bibliothèques Sans Frontières (BSF) et en étroite collaboration avec l'organisation locale Grassroots Researchers Association (GRA). L'objectif est de mieux prévenir et documenter les violences sexuelles liées aux conflits dans le Nord-Est du Nigéria, et d'améliorer l'orientation des survivantes et des survivants vers des services médicaux, psychosociaux et juridiques adaptés.

Depuis février 2024, plusieurs missions conjointes ont permis d'analyser le contexte, de cartographier les services, d'identifier les communautés les plus touchées et d'adapter les outils aux réalités du terrain. Ce travail s'est appuyé sur des entretiens et des groupes de discussion avec des survivantes, des leaders communautaires et religieux, ainsi que des acteurs locaux et internationaux présents à Maiduguri et dans les environs. À la suite de ces consultations, une stratégie opérationnelle et un calendrier de déploiement progressif ont été établis, en commençant par Maiduguri et les principaux sites de déplacés internes, avec des extensions vers d'autres localités lorsque les conditions de sécurité le permettent.





En octobre 2024, une subvention dédiée à GRA a structuré l'action sur le terrain : renforcement des équipes locales, identification de points focaux communautaires et mise en place de procédures opérationnelles communes. Une mission conjointe a permis de formaliser les protocoles (sensibilisation, recueil sécurisé des signalements, accompagnement) et de former les équipes au déploiement de BackUp et aux bonnes pratiques de prise en charge. Parallèlement, W/WoW et GRA ont engagé la mise en place d'un mécanisme de référencement pour coordonner l'accès aux soins médicaux et le soutien psychosocial.

Sur le plan technique, BackUp a été adapté pour fonctionner hors ligne via les dispositifs de BSF (ID Box/Ideas Cube), afin de garantir un usage en zones à connectivité limitée. Des renforcements spécifiques ont été apportés à la sécurité et à la confidentialité des données, et un module d'information est en cours de déploiement pour améliorer l'accès des communautés à des ressources fiables sur les violences sexuelles en contexte de conflit.

L'action s'insère dans les cadres de coordination existants (clusters Protection et Santé) et s'appuie sur un réseau de partenaires de prise en charge afin d'assurer la continuité entre identification, orientation et accompagnement des victimes. Les formations ciblées auprès des structures locales visent à consolider durablement les compétences et à améliorer la qualité des services rendus.

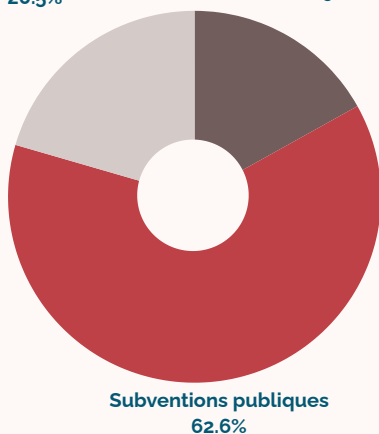
Ce dispositif, conjuguant innovation technologique, ancrage local et coordination inter-acteurs, a posé en 2024 les bases d'une réponse plus cohérente et plus sûre pour les victimes de violences sexuelles dans l'État de Borno.



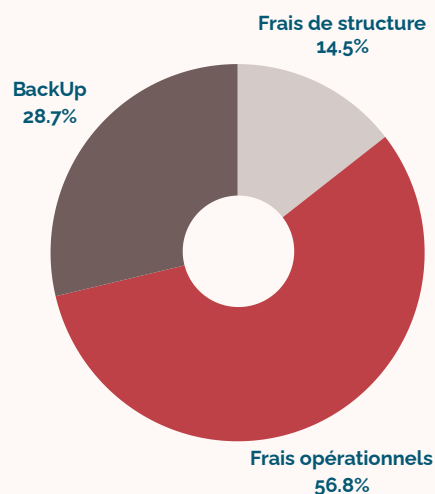
RAPPORT FINANCIER

ORIGINE DES FONDS

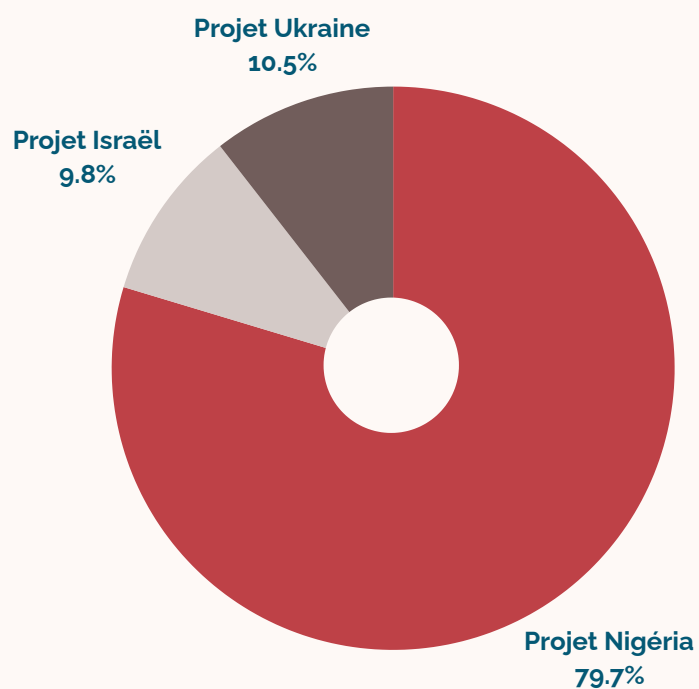
Dons personnes privées 20.5% Fondations & organisations privées 16.9%



AFFECTATION DES RESSOURCES



RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR PROJET



DOCUMENTATION

DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

En 2024, l'organisation a continué son travail de **documentation sur les allégations de violences sexuelles perpétrées dans le cadre du conflit israélo-palestinien**. Dès le début de l'année, l'organisation a structuré son travail autour de trois axes méthodologiques majeurs : la collecte de témoignages directs auprès des survivantes, survivants et témoins, l'analyse d'éléments matériels (vidéos, photographies, certificats médicaux), et la corroboration systématique des informations via l'Open Source Intelligence (OSINT).

Au cours d'une mission de terrain décisive en juin 2024, WWoW a visité six lieux de massacres majeurs : Nir Oz, Beerli, Kfar Aza, Sderot, la route 232 et les sites des festivals musicaux ciblés. Cette mission a permis à l'organisation de recueillir et d'authentifier plus de 400 vidéos et photos, et de rencontrer des dizaines de survivantes et survivants, familles de victimes, secouristes, autorités officielles et acteurs locaux clés.

En parallèle, WWoW a signé en juin 2024 **un partenariat stratégique avec l'organisation October7Justice et Maître Vias Gvirsman**, afin de renforcer la coordination dans la collecte des preuves, leur sécurisation, et l'accompagnement juridique des victimes devant les juridictions nationales et internationales.

Ce projet rencontre néanmoins d'importants défis liés à la nature complexe et sensible du conflit, tels que l'accès limité aux preuves matérielles dû aux contraintes culturelles et sécuritaires, ainsi qu'à la forte polarisation du débat public, qui accentue le risque de désinformation. Face à ces difficultés, WWoW adopte une approche méthodique et adaptée, assurant à la fois la rigueur des analyses et le respect profond du vécu traumatique des victimes.

Dans la continuité de ce projet, WWoW prévoit pour début 2025 de nouvelles missions sur le terrain, ainsi que la réalisation d'entretiens supplémentaires avec des survivantes et survivants et experts médicaux-légaux. Ces actions alimenteront un rapport détaillé et rigoureusement documenté, dont la publication est prévue en avril 2025, afin d'appuyer les efforts judiciaires et le plaidoyer international pour la reconnaissance de ces violences sexuelles liées au conflit.

OBJECTIFS 2025

1. Développement de l'outil BackUp

WWoW poursuivra le développement de son outil technologique BackUp en :

- Créant une fonctionnalité informative (FI) enrichie : destinée à informer sur ce qu'est la violence sexuelle liée aux conflits, les étapes pour la prendre en charge ainsi que ses conséquences à court et moyen terme (via des modules interactifs et des ressources éducatives accessibles dans l'application). Cette fonctionnalité sera renforcée par la traduction multilingue et l'amélioration de l'accessibilité technique afin de garantir une diffusion élargie.
- Déployant une nouvelle fonctionnalité « Premiers gestes » : pour orienter rapidement les survivantes et survivants vers les soins d'urgence, les services médicaux et les dispositifs d'assistance adaptés. Cette fonctionnalité s'appuiera sur une méthodologie de sélection des partenaires, intégrant des référents précis et des processus standardisés afin de fiabiliser le référencement et l'efficacité des prises en charge.
- Alimentant et enrichissant l'outil avec une augmentation significative des données collectées sur le terrain : intégrant progressivement des éléments d'intelligence artificielle (IA) pour améliorer la précision, l'analyse et la gestion sécurisée des informations. Ces données seront consolidées dans le BackOffice, qui sera développé pour permettre une centralisation renforcée, la production automatisée de rapports, la cartographie des incidents et, à terme, la mise en place d'un système d'alerte précoce.

2. Formations et renforcement des capacités

WWoW intensifiera ses activités de formation à destination des acteurs internationaux, particulièrement auprès des professionnels du droit, de la sécurité et de la justice, en augmentant substantiellement le nombre de formations dispensées à environ 15 à 20 par an. L'accent sera mis sur la formation pratique aux techniques de documentation, d'analyse juridique et de prise en charge psychosociale des victimes de violences sexuelles.

3. Département justice et lutte contre l'impunité

En 2025, l'organisation franchira une étape décisive en créant un Département justice et lutte contre l'impunité. Ce nouveau département aura pour mission de structurer et d'amplifier l'action judiciaire de l'organisation en lui permettant notamment de se constituer partie civile dans des affaires stratégiques, de renforcer un réseau international d'avocats spécialisés en droit pénal international, et d'intégrer systématiquement des volets judiciaires pertinents dans ses projets internationaux.

Concrètement, dès novembre 2025, WWoW s'engagera activement dans des procédures judiciaires majeures en France et à l'étranger dans le cadre de procédures en compétences universelles ou directes, avec le soutien de ses avocats partenaires. Le département produira également des analyses juridiques approfondies sur les évolutions jurisprudentielles et les meilleures pratiques judiciaires, afin d'influencer positivement la répression des violences sexuelles en temps de conflit.

Le département sera piloté par une directrice ou un directeur des opérations et du département justice, chargé de coordonner les actions judiciaires, développer des partenariats institutionnels et académiques, et représenter WWoW auprès des instances judiciaires internationales. Cette initiative marquera un tournant important dans l'engagement de WWoW en faveur de la justice internationale.

4. Recherche et publications

WWoW accentuera ses efforts de recherche avec notamment :

- La production et la diffusion régulière de rapports publics approfondis sur la situation des violences sexuelles dans les pays d'intervention de l'organisation, incluant une analyse précise des poursuites judiciaires menées ou potentielles.
- La publication annuelle d'un rapport mondial détaillé sur l'état des violences sexuelles dans les conflits et crises humanitaires, en lien avec le développement du premier observatoire mondial dédié à cette problématique.
- La diffusion systématique des « Fiches Pays », analyses synthétiques de la situation géopolitique et juridique liées aux violences sexuelles, rendues accessibles publiquement sur la carte interactive du site web de WWoW.

ILS NOUS SOUTIENNENT

ET TRAVAILLENT AVEC NOUS

 **WOMEN'S FORUM**
FOR THE ECONOMY & SOCIETY

Fondation
PRAIRIAL

 **AVOCATS
BARREAU
• PARIS**


**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **In|Tech**
POST LUXEMBOURG Group

 **AFD**
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

GRASSROOTS
RESEARCHERS ASSOCIATION

 **Bibliothèques
Sans Frontières**
Libraries Without Borders

 **UIA** Union Internationale
des Avocats

 **WICC**

 **STAND
SPEAK
RISE
UP** | TO END RAPE
AS A WEAPON
OF WAR

**FONDATION
DAVID ET
MEHRA RIMER**

 **Lil'**
moteur & solidaire

 **BUSINESS
PARTNERSHIP
FACILITY**

 **FONDATION
DU GRAND-DUC ET
DE LA GRANDE-DUCHESSE**

 **FONDATION
DES FEMMES**

WE ARE NOT WEAPONS OF WAR

NOUS SOUTENIR

Par virement bancaire

Intitulé du compte : WE ARE NOT WEAPONS OF WAR

IBAN : FR76 1751 5900 0008 0060 3746 682

BIC : CEPAFRPP751

Par chèque

À l'ordre de We are NOT Weapons of War

93 rue Jean Pierre Timbaud,

75011 Paris

Par Paypal

<https://www.paypal.com/paypalme/donationWWoW>

Par HelloAsso

<https://www.helloasso.com/associations/we-are-not-weapons-of-war/formulaires/1>

66 % du montant de votre don au profit de WWoW peut être déduit de votre impôt sur le revenu. Le plafond de la déduction s'élève à 20% de votre revenu imposable.

Article 200 et 228 - Code général des impôts

NOUS RETROUVER



@wearenotweaponsofwar



@NotAWeaponOfWar



We are NOT Weapons Of War



We are NOT Weapons of War



@wearenotweaponsofwar